

Un malus sur les voitures les plus polluantes en France

C'est l'une des mesures évoquées hier lors du «Grenelle de l'environnement»

Un sommet inédit en France destiné à lancer une «révolution écologique» a préconisé hier une première série de mesures, comme un malus sur les voitures les plus polluantes. Ce «Grenelle de l'environnement» ne s'est en revanche pas mis d'accord sur l'idée d'une «taxe carbone».

Le temps fort devait intervenir aujourd'hui, le président Nicolas Sarkozy devant annoncer ses premiers arbitrages à l'issue de ce sommet de deux jours qui suscite de grandes attentes en France.

Al Gore sera là

M. Sarkozy devait prononcer un discours à l'Élysée devant le Gouvernement au grand complet et en présence notamment d'Al Gore, auréolé de son récent Prix Nobel de la paix pour son combat contre le réchauffement climatique.

Hier, les participants se sont mis d'accord sur de premières mesures, comme une «ristourne» à l'achat pour les voitures neuves peu émettrices de CO₂ financée par un malus annuel sur les voitures les plus polluantes, comme les 4x4 et les grosses berlines.

Il a préconisé aussi une éco-redevance appliquée aux poids lourds, hors autoroutes. En revanche, l'idée d'une réduction de 10 km/h des vitesses maximales



Parmi les invités au «Grenelle de l'environnement», Nicolas Hulot (à gauche).

PHOTO KEY

sur routes et autoroutes – impopulaire dans l'opinion – a été abandonnée.

Priorité au rail

Le sommet veut donner la priorité au rail, avec notamment le développement du fret ferroviaire, et un quadruplement du réseau de tramway hors de la région parisienne.

Autre secteur clef dans la lutte pour la réduction des gaz à effet de serre, celui du bâtiment. Dans le neuf notamment, les nouveaux critères thermiques contraindront d'ici 2010 pour le public, 2012 pour le privé, à une consommation maximale de 50 kWh par m² et par an (contre plus de 240 actuellement). Les lampes à incandescence doivent disparaître d'ici 2010.

Sarkozy tranchera sur la taxe carbone

En revanche, l'instauration d'une «contribution énergie climat» – une taxe carbone – a provoqué de fortes divergences et sera soumise à l'arbitrage de M. Sarkozy.

Cette mesure est réclamée ardemment par les écologistes, qui voulaient une décision de prin-

cipe, mais le patronat s'y oppose. L'animateur vedette et écologiste Nicolas Hulot, très populaire en France, comme les autres ONG, en a fait un critère du succès ou de l'échec du sommet.

«Nous ne travaillons pas seulement pour notre pays, mais pour la planète tout entière», avait déclaré le premier ministre François Fillon en ouvrant cette réunion regroupant écologistes, représentants du patronat, des syndicats, de l'Etat et des collectivités.

Nucléaire pas remis en question

«Tout le monde convient qu'on peut réduire de 20% la consommation d'énergie en France d'ici 2020, et même de 38% dans le bâtiment», s'est félicité de son côté le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo.

Les écologistes ont fait le forcing pour réclamer du «concret». Certains s'inquiètent du poids des groupes de pression qui pourrait couper l'élan de cette initiative. Les militants antinucléaires ont, eux, amèrement déploré que cette source d'énergie, qui fournit à la France 80% de son électricité, n'ait pas été à l'ordre du jour.

Ce sommet a été baptisé «Grenelle de l'environnement» en référence aux accords sociaux historiques signés en France en mai 1968. (ats/afp)